

TITEL XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 93.** De artikelen 23 tot 28 hebben uitwerking op 1 januari 2014.

De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2014.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Onderwijs,

Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Sport,

R. COLLIN

De Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,  
Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 47-1. — Adviezen van de commissies, nr. 47-2 tot nr. 47-7. — Commissieamendementen, nr. 47-8. — Verslag, nr. 47-9. — Vergaderingamendementen, nr. 47-10. Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 december 2014.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29016]

**17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3;

Vu le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

Vu le décret du 26 mars 2009 modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35 et 38;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions visées à l'article 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé «O.N.E.»;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du 3 juin 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Vu l'avis 56.761/2 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, par la loi du 2 avril 2003 et par la loi du 20 janvier 2014;

Considérant la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution;

Considérant la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des Communautés et des Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des Régions et financement des nouvelles compétences;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1°. « l'Office » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2°. « parents » : la (les) personne(s) qui confie(nt) l'enfant au service;

- 3°. « décret ONE » : décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé, « O.N.E. »;
- 4°. « code de qualité » : le code de qualité prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil;
- 5°. « projet d'accueil » : le projet d'accueil établi en exécution du code de qualité;
- 6°. « le service » : service chargé d'organiser l'accueil des enfants malades âgés de zéro à douze ans au domicile de l'enfant inscrit auprès dudit service;
- 7°. « l'accueillant » : la personne faisant partie des membres du personnel du service et désignée par celui-ci pour accueillir l'enfant à son domicile;
- 8°. « Milieu d'accueil » : milieu d'accueil au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil
- 9°. « Opérateur de l'accueil » : opérateur de l'accueil au sens du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.
- 10°. « capacité d'accueil d'un service » : le nombre d'heures de prestation que le service est à même d'assumer sur une année dans l'accueil des enfants malades;
- 11°. « Capacité subsidiable d'un service » : le nombre d'heures de prestations du service qui peuvent être subventionnées sur une année;
- 12°. « l'accueil d'un enfant » : l'accueil d'un enfant malade à son domicile;
- 13°. « permanence téléphonique » : un numéro de téléphone auquel les parents peuvent s'adresser pour demander l'intervention du service;
- 14°. « pouvoir organisateur » : personne morale de droit public ou privé qui organise un ou plusieurs services d'accueil d'enfants malades, et le cas échéant un ou plusieurs milieux d'accueil et opérateurs de l'accueil;
- 15°. « FESC » : Fonds des Equipements et des Services collectifs, Fonds institué par l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales de travailleurs salariés du 19 décembre 1939, tel qu'en vigueur à la date d'adoption du présent arrêté;
- 16°. « les projets FESC » : les services qui ont bénéficié des subventions du FESC pour l'année 2014.

**Art. 2.** Le service d'accueil d'enfants malades prend en charge l'accueil d'enfants atteints d'une pathologie soudaine et ponctuelle qui nécessite leur maintien dans leur milieu familial, et n'implique pas leur hospitalisation.

A titre exceptionnel, le service peut prendre en charge, de manière temporaire, un enfant porteur de handicap ou de maladie chronique, ainsi qu'un enfant convalescent.

La prise en charge doit être justifiée par un certificat médical; une dispense de cette obligation peut être accordée par l'Office pour les cas visés à l'alinéa 2.

## CHAPITRE 2. — *L'agrément d'un service.*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'agrément*

**Art. 3.** Le service organisé par un pouvoir organisateur constitué soit en personne morale de droit public, soit en personne morale de droit privé sans but lucratif, peut faire l'objet d'un agrément par l'Office.

Pour obtenir l'agrément, ce dernier doit respecter toutes les règles de fonctionnement reprises dans le présent chapitre.

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — encadrement du service

**Art. 4.** Un service comprend au minimum trois accueillants d'enfants malades équivalent temps plein, sans préjudice de l'application de l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, 2.

Chaque accueillant accueille de un à maximum 3 enfants simultanément, dans le cas de fratrie.

#### Sous-section 2. — Organisation du service

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le service se soumet à l'accompagnement, à la surveillance et au contrôle de l'Office. A cette fin, les agents de l'Office ont accès aux locaux du service durant les heures d'ouverture et peuvent consulter tous les documents visés dans le présent arrêté ainsi que tout élément utile à leur contrôle.

Le service avertit préalablement, par écrit, l'Office de tout changement concernant ses activités ou son mode de fonctionnement pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions d'accueil.

§ 2. Le service tient un registre des inscriptions et des accueils réalisés ainsi qu'un dossier pour chacun des enfants accueillis.

Ce dossier comprend au minimum les coordonnées de l'enfant, les coordonnées des parents, une fiche médicale de l'enfant, les coordonnées du médecin traitant, ainsi que les dates et les motifs de l'intervention attestés par le certificat médical.

§ 3. Le service dispose d'un projet d'accueil conforme au code de qualité. Si le fonctionnement du service implique des liens avec d'autres services, milieux d'accueil ou opérateurs de l'accueil, il doit en être fait brièvement mention dans le projet d'accueil du service..

§ 4. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur selon le modèle type recommandé par l'Office, précisant les droits et obligations réciproques des parents et du service.

Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'Office qui vérifie sa conformité avec la réglementation. Il est signé pour accord par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.

§ 5. Le service contracte une assurance destinée à couvrir sa responsabilité civile, ainsi qu'une assurance couvrant le dommage corporel causé aux enfants pris en charge, soit par le fait d'autres enfants présents durant l'accueil, soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans son chef.

## Sous-section 3. — Accessibilité du service

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le service assure, au minimum, une permanence téléphonique le matin de 7 à 10 heures et l'après-midi de 17 à 20 heures, du dimanche fin d'après-midi au vendredi matin inclus, selon les modalités qu'il définit.

§ 2. Le service doit pouvoir, au moment de la demande des parents, indiquer s'il est à même de prendre l'enfant en charge dans un délai de 24 heures.

§ 3. Le service est ouvert au minimum 220 jours par an.

**Art. 7.** Le service est accessible à tous les parents dont l'enfant est atteint d'une pathologie soudaine et ponctuelle.

**Art. 8.** La durée de l'accueil à domicile ne peut excéder 10 heures par journée hors déplacement de l'accueillant.

**Art. 9.** Le service est accessible pour tous les parents résidant dans une zone géographique déterminée par le service.

## Sous-section 4. — Personnel du service

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup> Les accueillants sont engagés par le service, sous contrat de travail visé par la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, ou sous le statut de la fonction publique, et répondent aux exigences de qualification reprises à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les accueillants sont encadrés par un coordinateur de service, à raison d'un ¼ temps équivalent temps plein pour 3 équivalents temps plein accueillants.

Le coordinateur répond aux exigences de qualification reprises à l'article 13, § 2, du présent arrêté.

Si plusieurs coordinateurs sont requis, ceux-ci désignent en leur sein un responsable.

Le coordinateur assure la gestion quotidienne des demandes, les relations avec les parents, le bon fonctionnement du service, la gestion de l'équipe d'accueillants, l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'accueil.

**Art. 11.** Les membres du personnel du service fournissent un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs.

Pour chaque accueillant, le service dispose de la preuve de l'immunité contre la rubéole lors de l'entrée en fonction et d'un certificat médical annuel attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de présenter un danger pour les enfants accueillis, étant entendu que l'Office peut exiger qu'un certificat de santé physique et psychique complémentaire soit établi par un médecin spécialiste.

**Art. 12.** Afin d'offrir à l'enfant et aux parents une certaine sécurité affective, le service met tout en place pour permettre à un enfant malade d'être accueilli, à chaque intervention, par le même accueillant.

## Sous-section 5. — Formation du personnel

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup> Les personnes qui assurent l'accueil des enfants justifient de la formation de puériculteur ou d'une qualification visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Ils justifient également d'une formation en premiers soins, les rendant aptes à détecter les symptômes d'aggravation de l'état de santé de l'enfant, et de faire face aux situations d'urgence.

§ 2. Le coordinateur de service justifie d'une formation d'infirmier bachelier, d'assistant social, ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique visée à l'article 1<sup>er</sup> bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 précité.

**Art. 14.** Tout service assure un minimum de deux jours de formation continue par an à tous les membres de son personnel, notamment en l'inscrivant à des modules de formation compris dans le programme de formation triennal arrêté tous les trois ans par le Gouvernement sur proposition de l'Office.

## Sous-section 6. — Relations avec les parents

**Art. 15.** Le parent qui accepte de souscrire au projet d'accueil et au règlement d'ordre intérieur du service, complète une demande d'inscription de son enfant auprès du service au plus tard lors de la première intervention du service. Le parent confirme à l'accueillant les coordonnées d'une personne joignable, ainsi que les coordonnées de leur médecin traitant ou du service de garde médicale le plus proche en cas d'aggravation.

L'inscription doit permettre, au minimum, de constituer le dossier de l'enfant et de communiquer le projet d'accueil du service qui comprend le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 16.** Lors de l'arrivée de l'accueillant, les parents lui transmettent les renseignements concernant la diététique et les habitudes générales de leur enfant.

**Art. 17.** L'accueillant fait rapport aux parents de la manière dont s'est déroulée la journée.

**Art. 18.** Le service demande aux parents des enfants accueillis une participation financière. Celle-ci doit tenir compte de la situation financière et sociale des parents et être fixée par le règlement d'ordre intérieur du service.

Cette participation financière peut être majorée, afin de faire face aux frais de déplacement des accueillants au domicile des enfants. Cette majoration doit être fixée dans le règlement d'ordre intérieur du service.

Le service doit appliquer un même mode de tarification pour tous les enfants accueillis.

## Sous-section 7. — Surveillance médicale de l'enfant

**Art. 19.** Les parents tiennent le carnet de l'enfant à disposition de l'accueillant.

**Art. 20.** En cas de dégradation de l'état de santé de l'enfant pendant un accueil, l'accueillant avertit immédiatement les parents et de fait appel au médecin traitant.

En cas d'impossibilité d'obtenir le concours rapide du médecin traitant, l'accueillant est tenu de faire appel à un médecin renseigné par le service d'accueil d'enfants malades ou au service médical le plus proche, ou à l'aide médicale urgente.

## Sous-section 8. — Qualité de l'accueil

**Art. 21.** Le service doit disposer de l'attestation de qualité délivrée en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil.

## Section 2. — Procédure d'agrément

**Art. 22.** Le service introduit un dossier de demande d'agrément auprès de l'Office, par lettre recommandée.

La demande est accompagnée des informations suivantes :

1. la dénomination du pouvoir organisateur, son statut juridique attesté par une copie de ses statuts ou une copie des délibérations des organes compétents, l'adresse du siège, la commission paritaire ou l'organe de concertation sectoriel dont il relève, son numéro de compte bancaire et les coordonnées du responsable;
2. le nombre d'accueillants (minimum et maximum);
3. les heures d'accessibilité de la permanence téléphonique, le nombre de jours d'ouverture du service, la zone géographique d'intervention du service;
4. le projet d'accueil et le règlement d'ordre intérieur;
5. une copie des contrats d'assurances obligatoires;
6. la qualification et le temps de travail de chaque accueillant et du ou des coordinateur(s) du service, ou, pour un nouveau service, la garantie d'engager des personnes ayant la qualification requise;
7. une copie des contrats de travail, du diplôme, de l'extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle et le certificat médical visé à l'article 11, alinéa 2 pour chacun des membres du personnel.

**Art. 23.** Dans les quinze jours à dater de la demande, l'Office accuse réception du dossier complet de demande d'agrément auprès du service. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des éventuels documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du service.

**Art. 24.** L'Office statue sur la demande d'agrément dans les 90 jours de l'accusé de réception du dossier complet, et communique immédiatement sa décision au service.

Cet agrément est accordé à durée indéterminée.

**Art. 25.** L'Office refuse l'agrément s'il constate que l'une des conditions d'octroi n'est pas respectée..

La décision de refus de l'agrément est notifiée au service par lettre recommandée.

**Art. 26.** Lorsque l'Office constate, après que l'agrément a été délivré, qu'une des conditions à l'octroi de celui-ci n'est plus respectée, il adresse au service une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Le service dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office. Si, à l'échéance de ce délai, le service ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office peut suspendre ou retirer l'agrément accordé au service.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée au service par lettre recommandée.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Un recours motivé contre la décision de refus, de suspension ou de retrait d'agrément peut être adressé auprès de l'Office.

Ce recours est introduit par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception de la décision de refus, de suspension ou de retrait d'agrément.

Dans le cas d'une suspension ou d'un retrait de l'agrément, l'introduction du recours suspend les effets de la décision.

§ 2. Le Conseil d'administration de l'Office confirme ou infirme le refus, la suspension ou le retrait d'agrément. Préalablement à sa décision, le Conseil d'administration convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le (la) coordinateur (trice) du service, afin de lui (leur) permettre de faire valoir ses (leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la Poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours ouvrables doit s'écouler entre l'envoi de la convocation et l'audition de l' (des) intéressé(s).

L'audition est réalisée par le Conseil d'administration ou par le ou les membres qu'il désigne à cette fin.

À l'issue de l'audition, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

Après l'audition, le Conseil d'administration peut encore accorder un ultime délai pour permettre au service de se conformer à ses injonctions.

**Art. 28.** La suspension ou le retrait de l'agrément entraîne la suspension ou le retrait des subventions éventuellement octroyées au service.

## CHAPITRE 3. — Subventionnement d'un service

Section 1<sup>re</sup>. — Conditions de subvention

**Art. 29.** Le droit à la subvention est accordé aux services retenus, suite à un appel public à candidatures lancé par l'Office dans le cadre d'une programmation visées aux articles 22/3 à 22/5 du décret ONE..

Les services retenus doivent être agréés préalablement ou simultanément.

Dans la limite des moyens disponibles, l'Office fixe la capacité subsidiable de chaque service retenu dans la programmation en veillant à ce que celle-ci soit inférieure ou égale à la capacité d'accueil des services concernés.

En cas de perte des aides à l'emploi visées à l'article 31, alinéa 2, l'Office peut fixer une nouvelle capacité subsidiable.

## Section 2. — Fonctionnement du subventionnement

**Art. 30.** On entend par heure de prestation subsidiable dans l'accueil d'enfant malade, l'heure passée auprès d'un ou des enfants malades, l'heure passée à se déplacer pour se rendre au domicile d'un ou des enfants, l'heure passée en formation destinée à développer les connaissances et les compétences nécessaires pour l'accueil d'enfants malades et l'heure passée en réunion d'équipe du service.

On entend par heure de prestation subsidiable dans le secteur de l'accueil, l'heure prestée dans un milieu d'accueil ou pour un opérateur de l'accueil, que ce dernier fasse partie du même pouvoir organisateur ou d'un autre pouvoir organisateur. S'il s'agit d'un autre pouvoir organisateur, le pouvoir organisateur du service conclut, avec lui, une convention de collaboration qui respecte la réglementation sociale. La convention ne peut pas prévoir de clauses d'exclusivité.

**Art. 31.** Une enveloppe annuelle de subvention est octroyée au service. Elle est calculée sur la base :

1. d'un forfait individualisé établi par l'Office pour couvrir les charges salariales des accueillants. Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé à l'annexe 1, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes. Le forfait est octroyé à raison d'un mi-temps par tranche annuelle complète de 685 heures de prestation, dont minimum 565 heures de prestation dans l'accueil d'enfants malades, et maximum 120 heures de prestation dans le secteur de l'accueil. Par dérogation, le premier forfait est octroyé d'office;
2. d'un forfait individualisé établi par l'Office pour couvrir les charges salariales des coordinateurs. Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé à l'annexe 1, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S., du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes. Le forfait est octroyé à raison d'un quart temps par tranche annuelle complète de 4.110 heures de prestation, dont minimum 3.390 heures de prestation dans l'accueil d'enfants malades et maximum 720 heures de prestation dans le secteur de l'accueil;
3. d'un forfait pour couvrir les frais de fonctionnement de 10 % de la somme des forfaits repris aux points 1 et 2 avant les déductions prévues à l'alinéa 2.

Les forfaits visés aux points 1 et 2 sont diminués des aides à l'emploi octroyées par les Régions, en ce compris les réductions de cotisations de sécurité sociale, et des subventions à l'emploi octroyées par les autres niveaux de pouvoir et affectées aux fonctions d'accueil et d'encadrement.

Cette enveloppe constitue un plafond pour les subventions. Elle fait l'objet d'une indexation, liée à l'indice-santé. Les participations financières des parents ne sont pas déduites.

**Art. 32.** Toutes les dépenses doivent être justifiées.

En matière de frais de personnel, les subventions peuvent couvrir la rémunération brute, la cotisation patronale d'assurance sociale des employeurs, la prime de fin d'année, les pécules de vacances, le pécule de départ, les coûts annexes des personnes engagées pour exercer la fonction d'accueillante d'enfants malades ou coordinatrice, ou toute autre obligation issue de la commission paritaire à laquelle l'opérateur appartient.

Tous ces frais sont admissibles, sauf s'ils sont pris en charge par un autre pouvoir public.

Les dépenses admissibles au titre de frais de fonctionnement visé au point 3 de l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, concernent des frais de : bureau, téléphone, informatique, fournitures, courrier, réunions, publications, communications, autre charges salariales liées au projet, formation, transport, énergie, chauffage, eau, électricité, entretien des locaux, loyers, amortissement, assurances, alimentation, pharmacie, activités, matériel et outils pédagogiques.

## Section 3. — Liquidation de la subvention

**Art. 33.** Les subventions sont accordées pour une période couvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante.

L'Office accorde des avances trimestrielles correspondant à 20 % de la subvention annuelle visée à l'article 31.

Chaque trimestre, le service transmet, dans un délai de 3 mois :

- un récapitulatif détaillé des heures prestées dans l'accueil d'enfants malades et dans les autres secteurs de l'accueil durant le trimestre clôturé;
- une copie des contrats de tous les accueillants et coordinateurs (s) du service engagés durant le trimestre écoulé, dont les charges salariales sont couvertes par la subvention. Les copies des contrats déjà transmis à l'Office une année, ne doivent plus l'être les années suivantes, sauf en cas de modification du contrat ou de diplôme utile complémentaire.

Pour le 31 décembre de l'exercice, le service doit introduire à l'Office son dossier annuel. Le solde est liquidé suite à l'analyse de ce dossier.

Dans le cas où, suite à l'analyse du dossier annuel, le solde de la subvention à verser au service est négatif, le service est tenu de rembourser le trop perçu dans un délai de 3 mois à partir de la notification du résultat de l'analyse.

L'Office peut procéder à des contrôles sur place. Chaque service est tenu :

1. de fournir aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande, tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission; il ne peut y avoir dispense de cette obligation pour un motif quelconque;
2. de donner communication aux contrôleurs désignés par l'Office, à leur demande et sans déplacement, des registres, états, correspondances et autres documents dont la consultation leur est utile pour s'acquitter de leur mission.

**Art. 34.** Le dossier annuel, dont le modèle est fixé par l'Office, comprend au moins :

1. un résultat comptable sur lequel doivent apparaître toutes les charges et toutes les autres sources de subventionnement, ainsi que le montant des participations financières des parents;
2. un tableau reprenant l'ensemble du personnel en place durant la période concernée, pour chaque lieu d'accueil concerné, précisant également les formations continues suivies pour chaque accueillant et chaque coordinateur;

3. une copie des diplômes et des contrats de tous les accueillants et coordinateur du service dont les charges salariales sont couvertes par la présente subvention. Les copies déjà transmises à l'Office une année, ne doivent plus l'être les années suivantes, sauf en cas de modification du contrat ou de diplôme utile complémentaire;
4. les justificatifs des charges salariales, par travailleur, dont le contenu et les modalités de transmission sont définis par l'ONE;
5. pour les frais de fonctionnement : un récapitulatif des factures datant de la période couverte et disponible sur place pour contrôle.

**Art. 35.** Le paiement de l'enveloppe est garanti pour autant que les heures de prestations réelles représentent au moins 90 % de la capacité subsidiable et que les dépenses soient justifiées. En dessous, l'enveloppe est diminuée proportionnellement à la différence avec ces 90 %.

Si la sous-occupation se produit sur deux années consécutives, la capacité subsidiable est adaptée, en fonction de la moyenne des deux années.

#### Section 4. — Sanctions

**Art. 36.** Lorsque l'Office constate que le service ne respecte pas les prescriptions du présent chapitre, il adresse au service une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

**Art. 37.** Le service dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

**Art. 38.** Si, à l'échéance du délai visé à l'article 37, le service ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office peut adopter une des sanctions suivantes, en fonction de la gravité du manquement :

- 1° la suspension des subventions;
- 2° la retenue sur subventions;
- 3° le retrait des subventions.

Cette décision est motivée et notifiée au service par lettre recommandée.

En cas de suspension des subventions, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la sanction prise par l'Office. Ce recours doit être introduit par lettre recommandée, dans les trente jours de la notification de la sanction.

L'introduction du recours suspend les effets de la sanction.

§ 2. Dans les 90 jours à dater de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office confirme ou infirme la sanction infligée au service. Cette décision est notifiée au service par lettre recommandée.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions transitoires et dérogatoires

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les projets FESC sont assimilés à des services agréés et subventionnés par l'Office en vertu du présent arrêté pour une capacité subsidiable déterminée par l'Office.

§ 2. Dès cette date, les services disposent d'une période transitoire, jusqu'au 30 septembre 2017, pour se conformer à toutes les conditions d'agrément et de subventionnement prévues dans le présent arrêté, exceptés les dérogations prévues à l'article 43.

Si, à l'échéance de la période transitoire, l'Office constate que le service ne s'est pas conformé à ces dispositions, il peut retirer l'agrément accordé au service.

La décision de retrait de l'agrément est notifiée au service par lettre recommandée.

§ 3. Le service peut introduire un recours contre la décision de l'Office de lui retirer l'agrément selon la procédure prévue à l'article 27.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la période transitoire, l'Office alloue, à chaque projet FESC une subvention égale à la subvention qu'il percevait du FESC pour l'année 2012, liée à l'indice-santé, pour autant qu'il puisse justifier l'utilisation de cette subvention conformément aux dispositions prévues à l'article 33.

Si des circonstances exceptionnelles rendent cette année peu représentative de l'activité habituelle du service, l'Office, sur base d'une demande motivée, peut prendre l'année 2011 comme référence.

En cas d'année incomplète, la subvention est adaptée proportionnellement.

§ 2. Pendant cette période, l'Office accorde des avances trimestrielles aux services FESC, correspondant à 20 % de la subvention annuelle promérite.

**Art. 42.** Durant la période transitoire, et dans la limite des crédits disponibles, l'Office est habilité à octroyer des subventions complémentaires en application des critères fixés dans son contrat de gestion.

**Art. 43.** Pour les services FESC et pour les services préexistants à l'entrée en vigueur du présent arrêté, il est prévu les dérogations suivantes :

1. les coordinateurs de service et les accueillants des services qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont en fonction, sont réputés satisfaire aux prescrits de l'article 13;
2. le service qui fonctionne avec moins de 3 accueillants équivalent temps plein, tel que requis par l'article 4 est dispensé du respect de cette obligation pour obtenir l'agrément;
3. le service qui fonctionne sans coordinateur, tel que requis par l'article 10, § 2, est dispensé du respect de cette obligation pour obtenir l'agrément.

Les dérogations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont accordées pour la durée de l'agrément du service à l'exception de la dérogation prévue au point 3 qui est limitée à la durée de la période transitoire.

## CHAPITRE 5. — Dispositions finales

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementations générale des milieux d'accueil, il est ajouté un 4<sup>o</sup> qui est rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> « l'arrêté Accueil d'enfants malades » : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile ».

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup>bis de ce même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005, les mots « pour le (la) coordinateur (trice) d'un service d'accueil d'enfants malades, » sont insérés entre les mots « psychopédagogique reconnue » et les mots « pour le (la) directeur (trice) et les personnes ».

§ 3. A l'article 3 de ce même arrêté, les mots « et pour l'accueil à domicile de l'enfant malade visées par l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté Accueil d'enfants malades » sont insérés entre les mots « de l'arrêté milieux d'accueil » et les mots « , sont les suivantes : ».

**Art. 45.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions visées à l'article 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004, il est ajouté un 13<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile. ».

**Art. 46.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à l'exception de l'article 21 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2017.

Les articles 2, 1<sup>o</sup>, 4 et 6 à 10 du décret du 26 mars 2009 modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance entrent en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 47.** Le Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile.  
Barèmes de référence pour le calcul des subventions dans le secteur de l'accueil d'enfants malades.

indice-pivot		119,62 (base 2004=100)	
Pourcentage de liquidation		160,84 %	
Coefficient de liquidation		1,6084	
Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)s*		Puériculteur(trice) Accueillant(e) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	base annuelle 100 % (au 01/01/2012)	Ancienneté de service	base annuelle 100 % (au 01/01/2012)
0	17.305,48	0	14.356,35
1	17.729,56	1	14.921,65
2	17.879,54	2	15.067,73
3	18.718,50	3	15.310,18
4	18.718,50	4	15.373,62
5	19.276,27	5	15.580,28
6	19.276,27	6	15.643,72
7	20.881,64	7	15.850,38
8	20.881,64	8	15.913,83
9	21.775,68	9	16.347,70
10	21.940,21	10	16.596,64
11	22.496,87	11	16.815,93
12	22.496,87	12	16.892,04
13	23.053,52	13	17.111,34
14	23.053,52	14	17.187,46
15	23.817,42	15	17.633,99
16	25.318,25	16	17.710,07

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)s*		Puériculteur(trice) Accueillant(e) (ou assimilé(e))	
17	25.874,89	17	17.929,40
18	26.135,15	18	18.005,49
19	26.691,81	19	18.224,82
20	26.991,81	20	18.300,91
21	27.248,48	21	18.520,22
22	27.248,48	22	18.596,32
23	27.805,13	23	18.815,64
24	27.805,13	24	18.888,61
25	28.361,78	25	19.113,92
26	28.361,79	26	19.191,54
27	28.918,45	27	19.412,36
28	28.918,45	28	19.489,99
29	29.228,29	29	19.710,81

\* Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des coordinateurs

Vu pour être annexé à l'arrêté du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29016]

**17 DECEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;

Gelet op het decreet van 26 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. » en van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, inzonderheid op de artikelen 35 en 38;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 tot vaststelling van de lijst van de categorieën diensten of instellingen bedoeld in artikel 6, § 3, eerste lid, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 3 juni 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 april 2014;

Gelet op het advies 56.761/2 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997, bij de wet van 2 april 2003 en bij de wet van 20 januari 2014;

Gelet op de wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden;

Op de voordracht van de Vice-Présidente en Minister van Opvoeding, Cultuur en Jong Kind;



Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1°. « de Dienst » : de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;
- 2°. « ouders » : de persoon (nen) die het kind aan de dienst toevertrouwt(en);
- 3°. « ONE decreet » : decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;
- 4°. « kwaliteitscode » : de kwaliteitscode bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;
- 5°. « opvangproject » : het opvangproject ontwikkeld ter uitvoering van de kwaliteitscode;
- 6°. « de dienst » : dienst belast met de organisatie van de opvang van zieke kinderen tussen nul en twaalf jaar bij het kind thuis dat ingeschreven is bij de bovenvermelde dienst;
- 7°. « de kinderopvang » : de persoon die deel uitmaakt van de personeelsleden van de dienst en die aangesteld wordt door deze om het kind thuis op te vangen;
- 8°. « Opvangvoorziening » : opvangvoorziening in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.
- 9°. « Opvangoperator » : opvangoperator in de zin van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang.
- 10°. « opvangcapaciteit van een dienst » : het aantal prestatie-uren die de dienst kan verstrekken over een jaar in de opvang van zieke kinderen;
- 11°. « subsidieerbare capaciteit van een dienst » : het aantal prestatie-uren van de dienst die gesubsidieerd kunnen worden over één jaar;
- 12°. « opvang van een kind » : de opvang van een ziek kind bij hem thuis;
- 13°. « telefoonpermanentie » : een telefoonnummer waarnaar de ouders zich kunnen richten om de hulp van de dienst aan te vragen;
- 14°. « inrichtende macht » : publiek- of privérechtelijke rechtspersoon die één of meer opvangdiensten organiseert voor zieke kinderen, en, in voorkomend geval, één of meer opvangvoorzieningen en opvangoperatoren;
- 15°. « FESC » : Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten, Fonds ingesteld bij artikel 107 van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders van 19 december 1939, zoals van kracht op de datum van de aanmeling van dit besluit;
- 16°. « de projecten van het FESC » : de diensten die in aanmerking kwamen voor de subsidies voor het FESC voor het jaar 2014.

**Art. 2.** De opvangdienst voor zieke kinderen zorgt voor de opvang van kinderen die aan een plotselinge en punctuele pathologie lijden en die in hun familiale kring moeten blijven en voor wie een hospitalisatie niet nodig is.

De dienst kan uitzonderlijk en tijdelijk een kind opvangen met een handicap of een chronische ziekte, alsook een herstellend kind.

De opvang moet verantwoord worden door een medisch getuigschrift; een vrijstelling van deze verplichting kan toegekend worden door de Dienst voor de gevallen bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning van een dienst*

*Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

**Art. 3.** De dienst georganiseerd door een inrichtende macht die bestaat ofwel uit een publiekrechtelijke rechtspersoon, ofwel door een privérechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk, kan een erkenning van de Dienst krijgen.

Om de erkenning te bekomen moet deze alle werkingsregels opgenomen in dit hoofdstuk naleven.

Onderafdeling 1. — *begeleiding van de dienst*

**Art. 4.** Een dienst bestaat uit minstens drie kinderopvangs (voltijdse equivalenten) voor zieke kinderen, onverminderd de toepassing van artikel 43, eerste lid, 2.

Elke kinderopvang vangt simultaan één tot hoogstens 3 kinderen op, ingeval van broeder- en zusterschap.

Onderafdeling 2. — *Organisatie van de dienst*

**Art. 5.** § 1. De dienst onderwerpt zich aan de begeleiding, het toezicht en de controle van de Dienst. Daartoe hebben de ambtenaren van de Dienst toegang tot de lokalen van de dienst tijdens de openingsuren en kunnen alle documenten bedoeld in dit besluit raadplegen alsook elk element dat nuttig voor hun controle is.

De dienst verwittigt van te voren, schriftelijk, de Dienst over elke wijziging in zijn activiteiten of zijn werkingswijze die een duidelijk gevolg zouden kunnen hebben op de opvangvoorwaarden.

§ 2. De dienst houdt een register van de inschrijvingen en de opgevangen kinderen bij, alsook een dossier voor elk opgevangen kind.

Dit dossier omvat ten minste de persoonlijke gegevens van het kind en van de ouders, een medische fiche van het kind, de persoonlijke gegevens van de behandelde geneesheer, alsook de data en de redenen van het optreden bekrachtigd door een medisch getuigschrift.

§ 3. De dienst beschikt over een opvangproject dat overeenstemt met de kwaliteitscode. Indien de werking van de dienst banden met andere diensten, opvangvoorzieningen of opvangoperatoren met zich meebrengt, moet hij er een korte vermelding van maken in het opvangproject van de dienst.

§ 4. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op volgens het type-model aanbevolen door de Dienst, met vermelding van de wederzijdse rechten en plichten van de ouders en de dienst.

Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring van de Dienst voorgelegd die zijn overeenstemming nakijkt met de regelgeving. Het wordt voor akkoord ondertekend door de ouders bij de inschrijving van het kind.

§ 5. De dienst sluit een verzekering af die ten doel heeft zijn burgerlijke aansprakelijkheid te dekken, alsook een verzekering met als doel de dekking van de lichamelijke schade berokkend aan opgevangen kinderen, ofwel door andere kinderen die aanwezig waren bij de opvang, ofwel door het gevolg van een gebeurtenis die geen aanleiding geeft tot de aansprakelijkheid in zijn hoofde.

#### Onderafdeling 3. — Toegankelijkheid van de dienst

**Art. 6.** § 1. De dienst houdt ten minste één telefoonpermanentie 's morgens tussen 7 uur en 10 uur en 's middags tussen 17 uur en 20 uur, van zondag in de late namiddag tot vrijdag morgen inbegrepen, volgens de nadere regels die hij bepaalt.

§ 2. De dienst moet bij de aanvraag van de ouders kunnen aangeven of hij in staat is om het kind binnen een termijn van 24 uur op te vangen.

§ 3. De dienst is ten minste 220 dagen per jaar open.

**Art. 7.** De dienst is toegankelijk voor alle ouders waarvan het kind aan een plotselinge en punctuele pathologie lijdt.

**Art. 8.** De duur van de thuisopvang mag niet 10 uur per dag overschrijden buiten verplaatsing van de kinderopvang.

**Art. 9.** De dienst is toegankelijk voor alle ouders die in een geografische zone bepaald door de dienst verblijven.

#### Onderafdeling 4. — Personeel van de dienst

**Art. 10.** § 1. De kinderopvangs worden door de dienst aangeworven, onder een arbeidsovereenkomst bedoeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, of onder het statuut van de ambtenaren, en beantwoorden aan de kwalificatievereisten opgenomen in artikel 13, § 1.

§ 2. De kinderopvangs worden begeleid door een dienstcoördinator, naar rata van  $\frac{1}{4}$  van een voltijds equivalent voor 3 voltijdse equivalenten kinderopvangs.

De coördinator beantwoordt aan de kwalificatievereisten opgenomen in artikel 13, § 2, van dit besluit.

Indien verschillende coördinatoren vereist zijn, stellen deze een verantwoordelijke onder hen aan.

De coördinator zorgt voor het dagelijks beheer van de aanvragen, de betrekkingen met de ouders, de goede werking van de dienst, het beheer van een team kinderopvangs, de uitwerking en de invoering van het opvangproject.

**Art. 11.** De personeelsleden van de dienst leggen een uittreksel uit het Strafregister voor dat uitgereikt wordt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zonder de minste veroordeling of interneringsmaatregel voor zedenfeiten of gewelddaden ten opzichte van minderjarigen.

Voor elke kinderverzorger beschikt de dienst over het bewijs van de immuniteitstoestand tegen de rode hond bij de indiensttreding en van een jaarlijks medisch getuigschrift waarbij bewezen wordt dat bij het onderzoek er geen enkel teken van lichamelijke of psychische aandoening bestaat die een gevaar voor de opgevangen kinderen zou kunnen zijn, aangezien de Dienst kan eisen dat een aanvullend getuigschrift voor lichamelijke en psychische gezondheid door een geneesheer-specialist opgemaakt wordt.

**Art. 12.** Om een bepaalde affectieve veiligheid aan het kind en de ouders te bieden, stelt de dienst alles in het werk om een ziek kind te laten opvangen, bij elk optreden, door dezelfde kinderopvang.

#### Onderafdeling 5. — Opleiding van het personeel

**Art. 13.** § 1. De personen die zorgen voor de opvang van kinderen, leveren het bewijs van hun opleiding als kinderverzorger of van een kwalificatie bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

Ze leveren ook het bewijs van hun opleiding in eerste hulpzorg zodat ze de verslechtingsymptomen van de gezondheidstoestand van het kind kunnen opsporen en het hoofd bieden aan de noodtoestanden.

§ 2. De coördinator van de dienst levert het bewijs van zijn opleiding als bachelor verpleger, maatschappelijk assistent of een hogere opleiding met psychopedagogische finaliteit bedoeld in artikel 1bis van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004.

**Art. 14.** Elke dienst zorgt voor minstens twee dagen voortgezette opleiding per jaar aan alle leden van zijn personeel, inzonderheid door ze in te schrijven bij de opleidingsmodules inbegrepen in het driejaarlijkse opleidingsprogramma dat om de drie jaar wordt vastgesteld door de Regering op voorstel van de Dienst.

#### Onderafdeling 6. — Betrekkingen met de ouders

**Art. 15.** De ouder die aanvaardt zich in te schrijven voor het opvangproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, vult een inschrijvingsaanvraag van zijn kind in bij de dienst en dit ten laatste bij het eerste optreden van de dienst. De ouder bevestigt aan de kinderopvang de persoonlijke gegevens van een bereikbare persoon, alsook de persoonlijke gegevens van hun behandelend geneesheer of van de dichtstbijzijnde medische wachtdienst ingeval van verslechtering.

De inschrijving moet ten minste het mogelijk maken om het dossier van het kind aan te leggen en het opvangproject van de dienst mee te delen dat het huishoudelijk reglement bevat.

**Art. 16.** Bij de aankomst van de kinderopvang geven de ouders hem de inlichtingen over de diëtetiek en de algemene gewoontes van hun kind.

**Art. 17.** De kinderopvang brengt verslag uit aan de ouders over de manier waarop de dag werd doorgebracht.

**Art. 18.** De dienst vraagt een financiële bijdrage aan de ouders van de opgevangen kinderen. Deze bijdrage moet rekening houden met de financiële en sociale toestand van de ouders en moet vastgesteld worden door het huishoudelijk reglement van de dienst.

Deze financiële bijdrage kan ook vermeerderd worden om de verplaatsingskosten van de opvang van de kinderen thuis te betalen. Deze vermeerdering moet ook bepaald worden in het huishoudelijk reglement van de dienst.

De dienst moet eenzelfde tarifieringswijze toepassen voor alle opgevangen kinderen.

Onderafdeling 7. — Medisch toezicht van het kind

**Art. 19.** De ouders houden het gezondheidsboekje van het kind ter beschikking van de kinderopvang.

**Art. 20.** Bij verslechtering van de gezondheidstoestand van het kind tijdens een opvang verwittigt de kinderopvang onmiddellijk de ouders en contacteert hij de behandelend geneesheer.

Als de kinderopvang een snelle samenwerking met de behandelend geneesheer niet kan krijgen, is hij ertoe gehouden om een beroep te doen op een geneesheer vermeld door de opvangdienst voor zieke kinderen of de dichtstbijzijnde medische dienst, of op de dringende medische hulp.

Onderafdeling 8. — Kwaliteit van de opvang

**Art. 21.** De dienst moet beschikken over het kwaliteitsgetuigschrift uitgereikt overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

*Afdeling 2. — Erkenningsprocedure*

**Art. 22.** De dienst dient een dossier van erkenningsaanvraag per aangetekende brief bij de Dienst in.

De aanvraag wordt ingediend samen met de volgende informatie :

1. de benaming van de inrichtende macht, zijn juridisch statuut bewezen met een afschrift van zijn statuten of een afschrift van de na beraadslaging genomen beslissingen van de bevoegde organen, het adres van de zetel, de paritaire commissie of het sectoraal overlegorgaan waartoe hij behoort, zijn bankrekeningnummer of de persoonlijke gegevens van de verantwoordelijke;
2. het aantal kinderopvang (minimum en maximum);
3. de uren van toegankelijkheid van de telefoonpermanentie, het aantal dagen van opening van de dienst, de geografische zone van het optreden van de dienst;
4. het opvangproject en het huishoudelijk reglement;
5. een afschrift van de verplichte verzekeringscontracten;
6. de kwalificatie en de arbeidstijd van elke kinderopvang en van de coördinator(en) van de dienst, of, voor een nieuwe dienst, de waarborg om personen aan te werven met de vereiste kwalificatie;
7. een afschrift van de arbeidsovereenkomsten, het diploma, het uittreksel uit het Strafrechtregister uitgereikt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering en het medisch getuigschrift bedoeld in artikel 11, tweede lid, voor elk personeelslid.

**Art. 23.** Binnen de veertien dagen na de aanvraag meldt de Dienst ontvangst van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag bij de dienst. In voorkomend geval informeert hij hem dat het dossier niet volledig is en identificeert het (de) ontbrekende document(en).

Binnen de veertien dagen na de ontvangst van mogelijke ontbrekende documenten meldt de Dienst hiervan ontvangst bij de dienst.

**Art. 24.** De Dienst beslist over de erkenningsaanvraag binnen de 90 dagen na het ontvangstbewijs van het volledige dossier, en deelt onmiddellijk zijn beslissing mee aan de dienst.

Deze erkenning wordt toegekend voor onbepaalde duur.

**Art. 25.** De Dienst weigert de erkenning als hij vaststelt dat één van de voorwaarden voor de erkenning niet nageleefd wordt.

De beslissing tot weigering van de erkenning wordt per aangetekende brief aan de dienst meegedeeld.

**Art. 26.** Wanneer de Dienst vaststelt, nadat de erkenning toegekend werd, dat één van de voorwaarden voor de toekenning van deze niet meer nageleefd wordt, stuurt hij de dienst een aanmaning om de verplichtingen na te komen.

De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen om de aanmaningen van de Dienst na te komen. Indien, bij het verstrijken van deze termijn, de dienst de bepalingen van de aanmaning niet nageleefd heeft, kan de Dienst de aan de dienst toegekende erkenning schorsen of intrekken.

De beslissing van de schorsing of de intrekking van de erkenning wordt per aangetekende brief aan de dienst meegedeeld.

**Art. 27.** § 1. Een gemotiveerd beroep tegen de beslissing van weigering, schorsing of intrekking van de erkenning kan bij de Dienst ingediend worden.

Dit beroep wordt per aangetekende brief ingediend, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de erkenning.

Ingeval van een schorsing of een intrekking van de erkenning schorst de indiening van het beroep de gevolgen van de beslissing.

§ 2. De Raad van bestuur van de Dienst bevestigt al dan niet de weigering, de schorsing of de intrekking van de erkenning. Voorafgaand aan zijn beslissing roept de Raad van bestuur een lid van de inrichtende macht en/of de coördinator van de dienst op zodat hij zijn op- en aanmerkingen kan laten gelden.

De oproepingsbrief wordt bij een ter post aangetekende brief toegestuurd.

De opgeroepen personen mogen door een persoon naar keuze begeleid worden.

Een minimale termijn van tien werkdagen moet verlopen tussen de verzending van de oproepingsbrief en het verhoor van de betrokkene(n).

Het verhoor gebeurt door de Raad van bestuur of door het (de) lid (leden) die hij daartoe aanstelt.

Na het verhoor worden notulen opgemaakt en ondertekend door de aanwezige personen.

Na het verhoor kan de Raad van bestuur nog een laatste termijn toekennen zodat de dienst zijn aanmaningen kan nakomen.

**Art. 28.** De schorsing of de intrekking van de erkenning leidt tot de schorsing of de intrekking van subsidies die eventueel aan de dienst worden toegekend.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring van een dienst*

*Afdeling 1. — Voorwaarden voor de subsidie*

**Art. 29.** Het recht op de subsidie wordt toegekend aan de in aanmerking genomen diensten ten gevolge van een openbare oproep tot kandidaten gedaan door de Dienst in het kader van een programmering bedoeld in de artikelen 22/3 tot 22/5 van het ONE decreet.

De in aanmerking genomen diensten moeten van tevoren of gelijktijdig erkend worden.

Binnen de perken van de beschikbare middelen bepaalt de Dienst de subsidieerbare capaciteit van elke in aanmerking genomen dienst in de programmering door ervoor te zorgen dat deze lager of gelijk is aan de opvangcapaciteit van de betrokken diensten.

Bij verlies van de steun voor de tewerkstelling bedoeld in artikel 31, tweede lid, kan de Dienst een nieuwe subsidieerbare capaciteit vaststellen.

*Afdeling 2. — Werking van de subsidiëring*

**Art. 30.** Onder subsidieerbare prestatie-uren in de opvang van een ziek kind worden verstaan de uren gepresteerd bij één of meer zieke kinderen, de uren gepresteerd om zich te begeven naar de woonplaats van één of meer kinderen, de uren gepresteerd voor de opleiding voor de ontwikkeling van de kennis en de nodige bekwaamheden voor de opvang van zieke kinderen en de uren gepresteerd in teamvergadering van de dienst.

Onder subsidieerbare prestatie-uren in de opvangsector worden verstaan de uren gepresteerd in een opvangvoorziening of voor een opvangoperator, ongeacht of hij deel uitmaakt van dezelfde inrichtende macht of van een andere inrichtende macht. Gaat het om een andere inrichtende macht dan sluit de inrichtende macht van de dienst met hem een samenwerkingsovereenkomst af die de sociale regelgeving naleeft. De overeenkomst mag geen exclusiviteitsclausule voorzien.

**Art. 31.** Een jaarlijkse subsidie-enveloppe wordt aan de dienst toegekend. Ze wordt berekend op basis van :

1. een geïndividualiseerd vast bedrag bepaald door de Dienst om de loonlasten van de kinderopvangsers te dekken. Het vast bedrag houdt rekening met ten hoogste het referentiebarema bepaald in bijlage 1, de werkgeverslasten berekend op de bruto wedde; de werkgeverslasten buiten R.S.Z.; het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de daaromtrent R.S.Z. lasten. Het vast bedrag wordt toegekend naar rata van een halve tijd per volledige jaarlijkse schijf van 685 prestatie-uren, waarvan minstens 565 prestatie-uren in de opvang van zieke kinderen, en ten hoogste 120 prestatie-uren in de opvangsector. In afwijking hiervan wordt het eerste vast bedrag ambtshalve toegekend;
2. een geïndividualiseerd vast bedrag bepaald door de Dienst om de loonlasten van de coördinatoren te dekken. Het vast bedrag houdt rekening met hoogstens het referentiebarema bepaald in bijlage 1, de loonlasten berekend op de bruto wedde; de werkgeverslasten buiten R.S.Z., het vakantiegeld; de eindejaarspremie en de daaromtrent R.S.Z. lasten. Het vast bedrag wordt toegekend naar rata van een vierde tijd per volledige jaarlijkse schijf van 4.110 prestatie-uren, waarvan ten minste 3.390 prestatie-uren in de opvang van zieke kinderen en ten hoogste 720 prestatie-uren in de opvangsector;
3. een vast bedrag om de werkingskosten te dekken met 10 % van de som van de vaste bedragen opgenomen in de punten 1 en 2 voor de aftrekkingen bedoeld in het tweede lid.

De vaste bedragen bedoeld in de punten 1 en 2 worden verminderd met de steun voor tewerkstelling toegekend door de Gewesten, met inbegrip van de verminderingen van de bijdragen van sociale zekerheid, en van de subsidies voor tewerkstelling toegekend door de andere overheidsniveaus en bestemd voor opvang- en begeleidingsambten.

Deze enveloppe is een maximumbedrag voor de subsidies. Ze wordt geïndexeerd, gebonden aan het gezondheidsindexcijfer. De financiële bijdragen van de ouders worden niet verminderd.

**Art. 32.** Alle uitgaven moeten verantwoord worden.

Wat de personeelskosten betreft, kunnen de subsidies de bruto wedde, de werkgeversbijdrage van de sociale verzekering van de werkgevers, de eindejaarspremie, het vakantiegeld, het vertrekged, de bijkosten van de personen aangeworven om het ambt van opvangster van zieke kinderen of coördinator te dekken, of elke andere verplichting van de paritaire commissie waartoe de operator behoort.

Alle kosten komen in aanmerking behalve als ze ten laste worden genomen door een andere overheid.

De uitgaven die in aanmerking komen als werkingskosten bedoeld in punt 3 van artikel 31, eerste lid, hebben betrekking op de kosten van : bureau, telefoon, informatica, benodigdheden, post, vergaderingen, publicaties, mededelingen, andere loonkosten betreffende het project, opleiding, vervoer, energie, verwarming, water, elektriciteit, onderhoud van lokalen, huurgelden, afschrijving, verzekeringen, voeding, apotheek, activiteiten, materieel en pedagogische hulpmiddelen.

*Afdeling 3. — Uitbetaling van de subsidie*

**Art. 33.** De subsidies worden toegekend voor een periode van 1 oktober van een jaar tot 30 september van het jaar daarop.

De Dienst kent driemaandelijks voorschotten toe die overeenstemmen met 20 % van de jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 31.

Elk kwartaal bezorgt de dienst binnen een termijn van 3 maanden :

- een uitvoerige samenvatting van de uren gepresteerd in de opvang van zieke kinderen en in de andere sectoren van de opvang tijdens het afgesloten kwartaal;
- een afschrift van de overeenkomsten van alle kinderopvangsers en coördinatoren van de dienst aangeworven tijdens het afgelopen kwartaal, waarvan de loonlasten gedekt worden door de subsidie. De afschriften van de overeenkomsten die al één jaar aan de Dienst worden gestuurd, moeten de jaren daarop niet meer verzonden worden, behalve bij wijziging van de overeenkomst of van het aanvullend nuttig diploma.

Tegen 31 december van het boekjaar moet de dienst zijn jaarlijkse dossier bij de Dienst indienen. Het saldo wordt uitbetaald naar aanleiding van de analyse van dit dossier.

Ingeval, naar aanleiding van de analyse van het jaarlijks dossier, het saldo van de subsidie dat aan de dienst gestort moet worden, negatief is, is de dienst ertoe gehouden het onverschuldigd bedrag terug te betalen binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de bekendmaking van het resultaat van de analyse.

De Dienst kan controles ter plaatse uitvoeren. Elke dienst is ertoe gehouden :

1. de controleurs aangesteld door de Dienst, op hun aanvraag, alle inlichtingen te geven die ze nodig hebben om hun opdracht uit te voeren; er mag van deze verplichting niet afgeweken worden en dit om welke reden dan ook;
2. mededeling te geven aan de controleurs aangesteld door de Dienst, op hun aanvraag en zonder verplaatsing, van de registers, de staten, de brieven en andere documenten waarvan de raadpleging hen nuttig is om hun opdracht uit te voeren.

**Art. 34.** Het jaarlijks dossier, waarvan het model door de Dienst wordt vastgesteld, bevat ten minste :

1. een boekhoudkundig resultaat waarop alle lasten en alle andere bronnen van subsidiëring voorkomen, alsook het bedrag van de financiële bijdragen van de ouders;
2. een tabel met het geheel van het personeel aanwezig tijdens de betrokken periode, voor elke betrokken opvangvoorziening, met de voortgezette opleidingen die gevolgd worden door elke kinderopvang en elke coördinator;
3. een afschrift van de diploma's en overeenkomsten van alle kinderopvang en de coördinator van de dienst waarvan de loonlasten gedekt worden door deze subsidie. De afschriften die al één jaar aan de Dienst worden bezorgd, moeten niet meer bezorgd worden de jaren daarop, behalve bij wijziging van de overeenkomst of van het aanvullend nuttig diploma;
4. de bewijsstukken van de loonlasten, per werknemer, waarvan de inhoud en de nadere regels voor de verzending bepaald worden door de ONE;
5. voor de werkingskosten : een overzicht van de facturen daterend uit de gedekte periode, beschikbaar ter plaatse voor controle.

**Art. 35.** De betaling van de enveloppe wordt gewaarborgd voor zover de werkelijke prestatie-uren ten minste 90 % van de subsidiëerbare capaciteit vertegenwoordigen en de uitgaven verantwoord worden. Beneden dit percentage wordt de enveloppe verminderd naar rata van het verschil met deze 90 %.

Indien de onderbezetting over twee opeenvolgende jaren gebeurt, wordt de subsidiëerbare capaciteit aangepast, in functie van het gemiddelde van de twee jaren.

#### *Afdeling 4. — Sancties*

**Art. 36.** Wanneer de Dienst vaststelt dat de dienst de voorschriften van dit hoofdstuk niet naleeft, stelt hij de dienst in gebreke om de verplichtingen na te komen.

**Art. 37.** De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen om de verplichtingen van de Dienst na te komen.

**Art. 38.** Indien, bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 37, de dienst de bepalingen van de ingebrekestelling niet heeft nageleefd, kan de Dienst één van de volgende sancties opleggen, in functie van de ernst van de tekortkoming :

- 1° de schorsing van de subsidies;
- 2° de inhouding op de subsidies;
- 3° de intrekking van de subsidies.

Deze beslissing wordt gemotiveerd en meegedeeld per aangetekende brief aan de dienst.

Bij schorsing van de subsidies vermeldt de beslissing de duur van de schorsing die zes maanden niet mag overschrijden.

**Art. 39. § 1.** Een administratief beroep wordt ingediend bij de Raad van bestuur van de Dienst tegen de sanctie genomen door de Dienst. Dit beroep moet per aangetekende brief ingediend worden en dit binnen de dertig dagen na de mededeling van de sanctie.

De indiening van het beroep schorst de gevolgen van de sanctie.

§ 2. Binnen de 90 dagen na de ontvangst van het beroep bevestigt al dan niet de Raad van bestuur van de Dienst de sanctie die aan de dienst wordt opgelegd. Deze beslissing wordt per aangetekende brief aan de dienst meegedeeld.

#### *HOOFDSTUK 4. — Overgangs- en afwijkingsbepalingen*

**Art. 40. § 1.** Vanaf 1 januari 2015 worden de FESC-projecten gelijkgesteld met de diensten erkend en gesubsidieerd door de Dienst overeenkomstig dit besluit voor een subsidiëerbare capaciteit die door de Dienst moet bepaald worden.

§ 2. Vanaf deze datum beschikken de diensten over een overgangperiode, tot 30 september 2017, om aan alle voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring bedoeld in dit besluit te beantwoorden, de afwijkingen bedoeld in artikel 43 uitgezonderd.

Indien, bij het verstrijken van de overgangperiode, de Dienst vaststelt dat de dienst deze bepalingen niet heeft nageleefd, kan hij de aan de dienst toegekende erkenning intrekken.

De beslissing tot de intrekking van de erkenning wordt per aangetekende brief aan de dienst meegedeeld.

§ 3. De dienst kan een beroep indienen tegen de beslissing van de Dienst om de erkenning in te trekken volgens de procedure bedoeld in artikel 27.

**Art. 41. § 1.** Tijdens de overgangperiode kent de Dienst aan elk FESC-project een subsidie toe die gelijk is aan de subsidie die ze van de FESC ontving voor het jaar 2012, gebonden aan het gezondheidsindexcijfer, voor zover hij het gebruik van deze subsidie kan verantwoorden overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 33.

Indien uitzonderlijke omstandigheden dat jaar weinig representatief maken van de gewone activiteit van de dienst, kan de Dienst, op basis van een gemotiveerde aanvraag, het jaar 2011 als referentie nemen.

Bij een onvolledig jaar wordt de subsidie evenredig aangepast.

§ 2. Tijdens deze periode kent de Dienst driemaandelijkse voorschotten aan de FESC-diensten toe, die overeenstemmen met 20 % van de jaarlijkse verschuldigd geachte subsidie.

**Art. 42.** Tijdens de overgangperiode, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, is de Dienst ertoe gemachtigd om aanvullende subsidies toe te kennen met toepassing van de criteria bepaald in zijn beheersovereenkomst.

**Art. 43.** Voor de FESC-diensten en de dienst die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit besluit worden de volgende afwijkingen bepaald :

1. de coördinatoren van de dienst en de kinderopvangsers van de diensten die, op 1 januari 2015 in dienst zijn, worden geacht de voorschriften van artikel 13 nageleefd te hebben;
2. de dienst die met minder dan 3 voltijdse equivalenten kinderopvangsers werkt, zoals opgenomen in artikel 4, wordt vrijgesteld van de naleving van deze verplichting om de erkenning te bekomen;
3. de dienst die zonder coördinator werkt, zoals bedoeld in artikel 10, § 2, wordt vrijgesteld van de naleving van deze verplichting om de erkenning te bekomen.

De afwijkingen bedoeld in het eerste lid worden verleend voor de duur van de erkenning van de dienst met uitzondering van de afwijking bedoeld in punt 3 die tot de duur van de overgangperiode beperkt wordt.

#### HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

**Art. 44.** § 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, wordt een 4<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« 4<sup>o</sup> « het besluit Opvang zieke kinderen » : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten van zieke kinderen ».

§ 2. In artikel 1bis van ditzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005, worden de woorden « voor de coördinator van een opvangdienst voor zieke kinderen, » ingevoegd tussen de woorden « erkende psycho-pedagogische » en de woorden « voor de directeur(trice) en de personen ».

§ 3. In artikel 3 van ditzelfde besluit worden de woorden « en voor de thuisopvang van het zieke kind bedoeld in artikel 13, § 1, van het besluit Opvang zieke kinderen » ingevoegd tussen de woorden « het besluit opvangvoorzieningen » en de woorden « , zijn de volgende : ».

**Art. 45.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 tot vaststelling van de lijst van de categorieën diensten of instellingen bedoeld in artikel 6, § 3, eerste lid, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " O.N.E. ", zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 2004, wordt een 13<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« 13<sup>o</sup> het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten van zieke kinderen. ».

**Art. 46.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015 met uitzondering van artikel 21 dat op 1 oktober 2017 in werking treedt.

De artikelen 2, 1<sup>o</sup>, 4 en 6 tot 10 van het decreet van 26 maart 2009 tot wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » treden in werking op 1 januari 2015.

**Art. 47.** De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Opvoeding, Cultuur en Jong Kind,  
Mevr. J. MILQUET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29018]

**17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 22 septembre 2000 fixant les principes généraux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 28 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2014;

Vu le protocole n° 444 du Comité de négociation du secteur XVII, conclu le 18 juin 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;